

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHOMAGE AU QUATRIEME TRIMESTRE 2009

LES DESTRUCTIONS D'EMPLOI SALARIE MARCHAND NON AGRICOLE S'ATTENUENT, LE CHOMAGE POURSUIT SA HAUSSE

L'activité économique a nettement accéléré au 4^e trimestre 2009 (+0,6% en variation trimestrielle, après +0,2 % au trimestre précédent).

Conjointement à la poursuite de la reprise, les destructions d'emploi salarié dans le secteur marchand non agricole se sont atténuées au 4^e trimestre : 20 400 postes ont été détruits, après -79 800 postes au trimestre précédent. Le secteur tertiaire a créé des emplois pour la 1^{re} fois depuis 6 trimestres (+26 300 après -19 000). Cette hausse tient à la poursuite du redressement de l'emploi intérimaire, et au rebond de l'emploi salarié dans le tertiaire hors intérim. Dans le secteur de l'industrie, la baisse des effectifs s'est poursuivie à un rythme plus modéré (-34 700 après -46 400), comme dans la construction (-11 900 après -14 400). Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a à nouveau augmenté fortement au 4^e trimestre 2009 (+30 000). Au total, la hausse de l'emploi dans l'ensemble de l'économie est estimée à +24 000 postes au 4^e trimestre, après -35 000 au trimestre précédent. D'après les estimations de l'Insee, le taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine s'est élevé à 9,6 % de la population active au 4^e trimestre, en hausse de +0,5 point par rapport au trimestre précédent. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi toutes catégories confondues a continué à augmenter, à un rythme moins marqué cependant (+132 000, après +166 000 au 3^e trimestre).

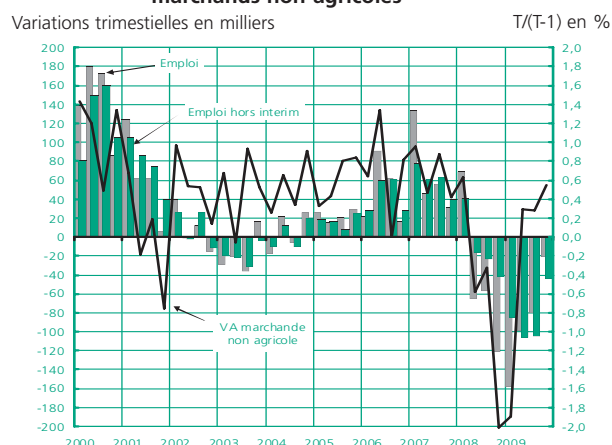
En zone euro, l'activité a ralenti de façon marquée et le taux de chômage a continué d'augmenter pour s'établir à 9,8 % de la population active au 4^e trimestre 2009. Ces évolutions ont reflété des écarts de conjoncture importants entre les principaux pays de la zone.

Nette accélération de l'activité en France au 4^e trimestre 2009

Au 4^e trimestre 2009, l'activité économique a nettement accéléré, avec une hausse du PIB de +0,6 % en variation trimestrielle, après +0,2 % au trimestre précédent [1]. En moyenne sur l'année 2009, le PIB a donc reculé de -2,2 %, après une croissance de +0,3 % en moyenne annuelle en 2008, soit la plus forte baisse depuis 1950.

La production de biens et celle de services principalement marchands ont accéléré au 4^e trimestre 2009

Graphique 1 • **Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non-agricoles**



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non-agricole sur l'échelle de droite.

Sources : Dares, Insee.

(respectivement +1,1 % et +0,6 % en variation trimestrielle, après +0,9 % et +0,4 %). La production manufacturière s'est maintenue sur un rythme vigoureux (+1,6% après +2,2 % au 3^e trimestre), l'accélération de la production de biens d'équipement (+2,1% après +0,2 %), compensant dans une large mesure l'effet du ralentissement de la production automobile (+3,7% après +7,8 %) et de la production de biens consommation (-0,5 % après +1,5 %). De son côté, le recul dans la construction s'est poursuivi à un rythme rapide (-1,7 % après -1,9 %).

L'activité au 4^e trimestre a bénéficié d'une forte augmentation de la consommation des ménages (+1,0% après +0,1 % au 3^e trimestre) sous l'effet notamment d'une envolée des achats d'automobiles (+0,9% après -0,8 %) avant la baisse annoncée de la prime à la casse. La baisse de l'investissement des ménages s'est en revanche amplifiée (-2,4 % après -2,1 %) tandis que celle de l'investissement des entreprises s'est très légèrement tassée (-0,9 % après -1,0 %). L'activité a pâti d'un net ralentissement des exportations et d'un

redressement marqué des importations, si bien que la contribution des échanges extérieurs a pesé lourdement sur la croissance (-0,8 point après +0,4 point). A l'inverse, le ralentissement du mouvement de déstockage des entreprises a fortement contribué au soutien de l'activité (contribution de +1,0 point, après -0,1 point au 3^e trimestre).

La baisse de l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles s'est atténuée au 4^e trimestre 2009

Au 4^e trimestre 2009, conjointement au renforcement de l'activité, les destructions d'emploi salarié marchand non agricole se sont atténuées. L'emploi dans ce secteur a baissé de -20 400 postes après -79 800 au trimestre précédent, d'après les estimations révisées de l'Insee et de la Dares. Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2009, la contraction de l'emploi SMNA s'est élevée à

Tableau 1 • L'emploi salarié des secteurs concurrentiels

En milliers/cvs

	2009		2008				2009				2008	2009
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)*	%	
	Variation trimestrielle											
Secteurs marchands non agricole (1)	15 849	68	-65	-57	-120	-158	-99	-80	-20	-1,1	-2,2	
dont : Industrie	3 345	-11	-21	-19	-31	-44	-48	-46	-35	-2,3	-4,9	
Construction	1 432	8	5	4	-10	-11	-13	-14	-12	0,5	-3,4	
Tertiaire	11 072	72	-49	-42	-79	-104	-38	-19	26	-0,9	-1,2	
dont : intérim.....	494	27	-49	-34	-79	-74	7	25	24	-20,9	-3,6	
Autres (2)	10 177	12	10	9	8	28	11	45	44	0,4	1,3	
dont : non-marchand aidé (3).....	244	-13	-45	0	-5	10	-11	30	30	-25,6	32,1	
non-marchand privé (4)	1 870	11	7	12	14	7	6	14	9	2,5	1,9	
Emploi total.....	26 026	80	-55	-48	-112	-130	-88	-35	24	-0,5	-0,9	
dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels (1)+(4)	17 719	79	-58	-45	-106	-151	-93	-66	-12	-0,7	-1,8	

(1) - Secteurs principalement marchands non agricoles.

(2) - Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non salariés de tous les secteurs.

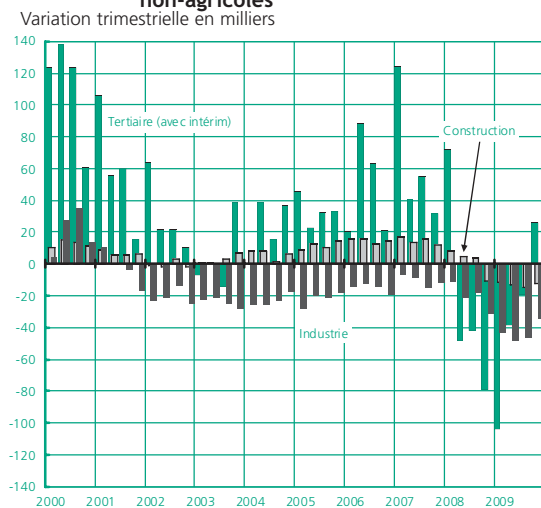
(3) - Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) et Contrats d'Avenir (CA), Contrats Emploi Solidarité (CES), Contrats Emploi Consolidé (CEC), emplois jeunes, Contrat Unique d'Insertion (CUI).

(4) - Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (OQ : administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale (hors emploi public)).

(*) : Glissement annuel au 4^e trimestre de l'année (variation entre le 4^e trimestre de l'année précédente et le 4^e trimestre de l'année en cours) .

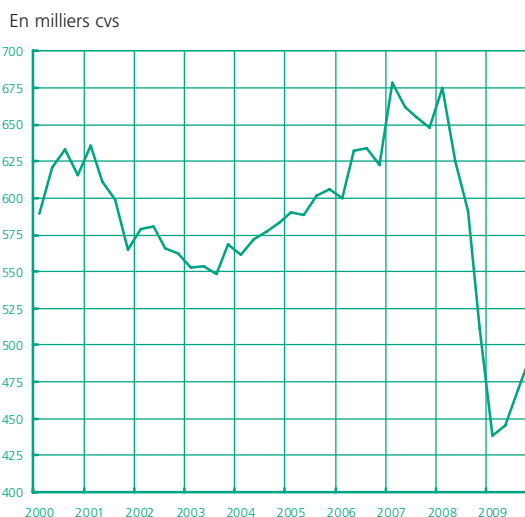
Sources : Dares, Insee, Pôle Emploi.

Graphique 2 • Emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles



L'intérim est inclus dans les services et non pas ventilé dans les secteurs utilisateurs.
Sources : Dares, Insee.

Graphique 3 • Emploi intérimaire



Sources : Dares, Insee, Pôle Emploi (Déclaration des agences d'intérim)

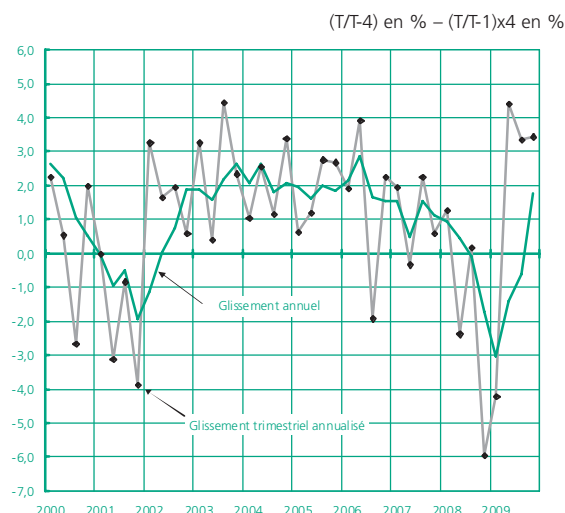
Tableau 2 • Évolutions des salaires de base, du salaire moyen par tête des prix à la consommation

	2008				2009				2008	2009
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)*	
	Variations trimestrielles en %								%	
Salaire Horaire de Base Ouvrier (SHBO) (1)	1,0	1,1	0,7	0,3	0,8	0,4	0,5	0,2	3,1	1,9
Salaire Mensuel de Base Ouvrier (SMBO) (1)	1,0	1,1	0,7	0,3	0,8	0,4	0,5	0,2	3,1	1,9
Salaire Mensuel de Base (SMB) (1)	1,1	0,9	0,7	0,3	0,8	0,4	0,5	0,2	3,0	1,9
Salaire Moyen Par Tête (SMPT) (2)	0,9	0,7	0,7	0,4	-0,2	0,7	0,6	0,6	2,8	1,8
Prix à la consommation (3)	0,8	1,2	-0,3	-0,8	0,2	0,4	-0,2	0,5	1,0	0,9

(1) : Données brutes, fin de trimestre, entreprises de plus de 10 salariés du secteur principalement marchand non agricole. (2) : Données CVS, moyenne trimestrielle, secteur principalement marchand non agricole. (3) : Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation y compris tabac pour l'ensemble des ménages mesuré sur le dernier mois du trimestre. (*) : Glissement annuel au 4^e trimestre de l'année.

Sources : Dares, Insee.

Graphique 4 • Productivité par tête



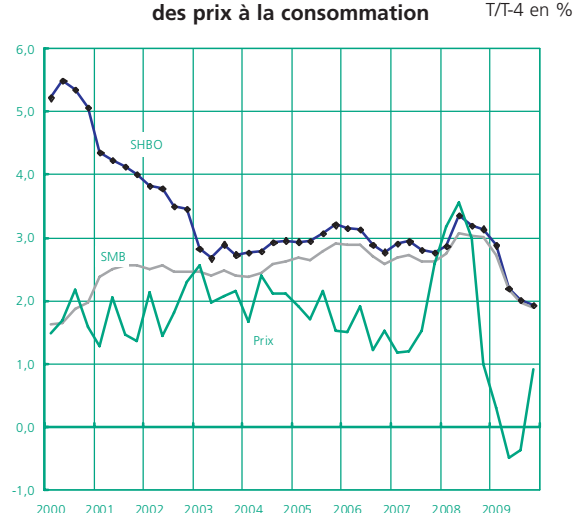
Champ : Secteurs principalement marchands non agricoles.
Sources : Dares, Insee.

-357 600 postes, soit -2,2 % (graphique 1, tableau 1 et [2]).

L'emploi salarié du tertiaire principalement marchand incluant l'intérim (1) a rebondi au 4^e trimestre 2009 après plusieurs trimestres de fortes baisses consécutives (+26 300 postes après -19 000). Ce redressement tient surtout au rebond de l'emploi dans le tertiaire hors intérim (graphiques 2 et 3). Le nombre d'emploi salarié dans le tertiaire hors intérim a en effet augmenté au 4^e trimestre de +2 800 postes après -43 900 au trimestre précédent, sous l'effet pour partie de l'arrêt de destructions massives d'emploi dans le secteur du commerce et de la réparation d'automobiles et de motocycles (+1 000 postes après -17 700 au trimestre précédent). De plus, les créations d'emploi dans l'intérim se sont poursuivies ce trimestre à un rythme proche de celui observé au trimestre précédent (+23 500 postes après +25 000), soit une baisse limitée à -18 600 postes sur l'ensemble de l'année 2009 [3].

L'emploi salarié dans l'industrie hors intérim a continué de se contracter au 4^e trimestre 2009, mais de façon moins marquée qu'au trimestre précédent : 34 700 postes ont été détruits ce trimestre après -46 400 au 3^e trimestre 2009. Le rythme des destructions d'emploi dans la construction a également légèrement diminué : -11 900 postes détruits après -14 400 postes au trimestre précédent. De plus, la réaffectation des intérimaires au secteur dans lequel ils sont

Graphique 5 • Salaires de base nominaux et indice des prix à la consommation



Le glissement annuel des prix est calculé en rapportant le dernier mois du trimestre T au dernier mois du trimestre (T-4), comme dans le tableau 2.
Sources : Dares, Insee.

employés atténué encore la baisse des effectifs de l'industrie (-18 800 postes contre -34 700 hors intérim) et de la construction (-10 600 postes contre -11 900 postes hors intérim).

L'emploi aidé dans le secteur non marchand a continué d'augmenter fortement au 4^e trimestre 2009 : le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a augmenté de +30 000 ce trimestre, comme au trimestre précédent. De leur côté, les secteurs non marchands (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale) ont continué à créer des emplois de droit privé, contribuant positivement à l'emploi total : +8 900 postes au 4^e trimestre 2009, après +13 800 postes au trimestre précédent.

Au total, on estime que l'emploi dans l'ensemble de l'économie a augmenté de +24 000 postes au 4^e trimestre 2009 après un repli de -35 000 postes au trimestre précédent. La perte d'emploi total est estimée à -229 000 postes sur l'ensemble de l'année 2009, soit une baisse de -0,9 % entre fin 2008 à fin 2009.

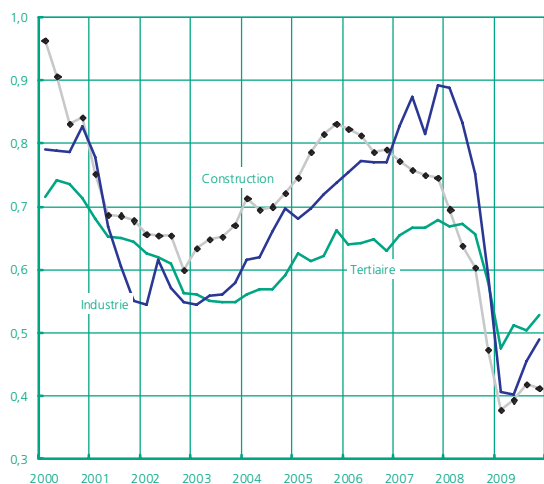
La hausse des salaires de base s'est limitée à +1,9 % en glissement annuel au 4^e trimestre

Dans les secteurs marchands non agricoles, la productivité par tête a à nouveau fortement pro-

(1) - Par convention, l'emploi intérimaire est rattaché aux activités de services administratifs et de soutien.

Graphique 6 • **Tensions sur le marché du travail**

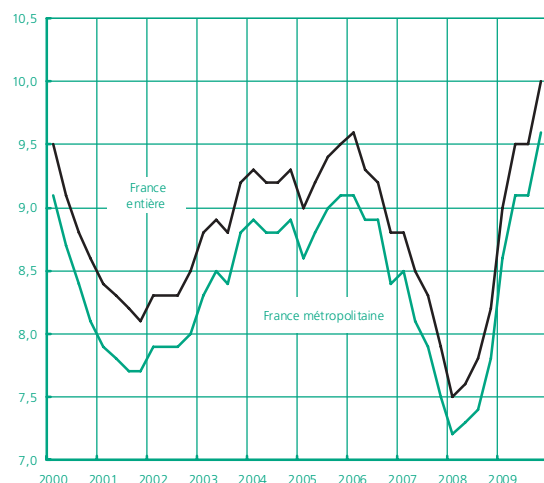
Ratio : offres d'emploi enregistrées sur demandes d'emploi enregistrées (cvs)



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.
Sources : Pôle Emploi, Dares.

Graphique 7 • **Taux de chômage au sens du BIT en France**

En % de la population active de 15 ans et plus, en moyenne trimestrielle

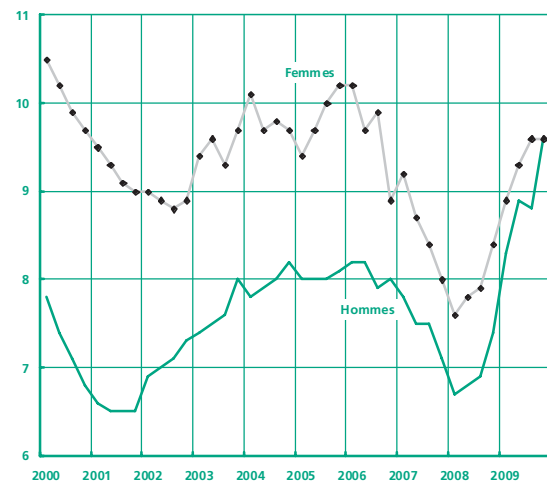


Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage ; estimation à +/- 0,3 point de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

Source : Insee.

Graphique 8 • **Taux de chômage au sens du BIT par sexe**

En %



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee.

gressé au 4^e trimestre 2009 (+3,4 % en rythme annualisé (2)), comme au trimestre précédent, en lien avec l'accélération de l'activité et la poursuite du repli de l'emploi salarié (graphique 4). En glissement annuel, la productivité par tête a ainsi progressé de +1,8 % par rapport au 4^e trimestre 2008.

Au 4^e trimestre 2009, le salaire mensuel de base (SMB) et le salaire horaire de base des ouvriers (SHBO) en euros courants ont progressé de +0,2 % en données brutes, après +0,5 % au trimestre précédent. Aussi, sur un an la progression des salaires de base s'est limitée à +1,9 % contre une hausse de +3,1 % au même trimestre de l'année précédente, en raison de la forte dégradation du marché du travail et du fort ralentissement des prix à la consommation enregistré de la mi-2008 à la mi-2009 (cf. tableau 2 et graphique 5).

De leur côté, les prix à la consommation ont augmenté de +0,5 % au cours du trimestre et de +0,9 % entre décembre 2008 et décembre 2009. Le redressement de l'inflation depuis l'été 2009 est le reflet du rebond des prix pétroliers en fin d'année et des « effets de base » liés à la forte diminution du prix du pétrole fin 2008. En conséquence, les salaires de base mesurés en euros constants (3) ont ralenti au cours du 4^e trimestre (-0,3 % après +0,7 % au 3^e trimestre). Leur glissement annuel s'est limité à +1,0 % sur l'ensemble de l'année 2009, après respectivement +2,1 % pour le SHBO et +2,0 % pour le SMB en 2008.

Le salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole, qui intègre notamment des éléments de primes et de structure de la main d'œuvre, a progressé quant à lui de +0,6 % au 4^e trimestre 2009, comme au trimestre précédent. De décembre 2008 à décembre 2009, le SMPT a progressé de +1,8 %, contre une hausse de +2,8 % un an auparavant. Le SMPT réel a toutefois augmenté de +1,4 % en glissement annuel (4) au 4^e trimestre, contre +1,1 % un an auparavant.

Au 4^e trimestre 2009, les indicateurs de tension dans les métiers du tertiaire et les métiers industriels ont poursuivi leur redressement entamé au 2^e trimestre 2009. Dans le domaine professionnel du bâtiment et des travaux publics, l'indicateur s'est en revanche très légèrement replié, après deux trimestres consécutifs de hausse. Les indicateurs de tension restent toutefois très en-deçà de leur moyenne de longue période (graphique 6).

(2) - Une variation en rythme annualisé est la variation qui aurait été constatée sur une période d'un an si la variable avait connu toute une année la variation constatée sur la période étudiée (Variation en rythme annualisé = 4 x Variation en rythme trimestriel).

(3) - On mesure la variation en valeur réelle des salaires en déflatant les salaires nominaux par l'indice des prix à la consommation des ménages (« salaires en euros constants » ou « salaires réels »). Les salaires de base étant évalués au dernier mois du trimestre, on compare leur glissement annuel avec l'indice national des prix à la consommation du même mois (IPC) en glissement annuel (ici, l'IPC de décembre 2009 est rapporté à l'IPC de décembre 2008).

(4) - Le SMPT étant évalué en moyenne sur le trimestre, on compare son évolution à la variation de l'IPC entre le 4^e trimestre 2008 et le 4^e trimestre 2009, en moyenne trimestrielle.

Tableau 3 • Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2008				2009				2008	2009
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Entrées	Entrées du trimestre en milliers								Flux T/(T-4) en %	
Données brutes, Milliers et %										
Emplois aidés dans le secteur marchand (1).....	174	114	155	273	146	98	172	310	-7,6	13,5
dont : Abaissement de coûts salariaux	23	25	22	25	24	24	34	52	-44,7	105,7
Contrat initiative emploi	7	9	9	11	14	15	27	44		
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise.....	0	0	0	0	0	0	0	0		
Formations en alternance	109	45	98	216	81	29	95	220	1,9	1,8
Contrat d'apprentissage (2)	64	20	62	147	53	15	64	152		
Contrat de professionnalisation	44	25	36	69	28	14	31	68		
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	34	35	27	25	34	37	35	31	-17,5	22,8
Emplois aidés dans le secteur non marchand	69	59	83	65	72	76	106	104	-18,4	59,2
dont : CES et CEC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Contrats Emploi Jeunes.....	0	0	0	0	0	0	0	0		
Contrats d'Avenir	23	21	40	22	23	21	32	22		
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi.....	45	37	43	43	48	55	74	82		
Formation des demandeurs d'emplois	135	133	133	137	127	124	128	126	4,2	-8,0
Ensemble (3).....	378	306	371	475	345	298	405	540	-6,2	13,6

Effectifs de bénéficiaires	2009T4	Variations trimestrielles des stocks								StockT/(T-4) en %	
		Stock									
Emplois aidés dans le secteur marchand (1).....	1 004	-8	-6	-31	-38	-36	-25	-10	22	-7,3	-4,6
dont : Abaissement de coûts salariaux.....	180	-28	-18	-31	-21	-22	-19	-10	14	-31,1	-17,1
Contrat initiative emploi.....	85	-12	-4	-3	-1	-1	0	12	27		
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise.....	4	-17	-15	-26	-19	-16	-13	-15	-10		
Formations en alternance.....	607	14	6	2	-8	-17	-10	-6	7	2,2	-4,1
Contrat d'apprentissage (2).....	409	7	2	-4	-4	-2	1	-2	6		
Contrat de professionnalisation.....	198	6	4	6	-4	-15	-11	-5	1		
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	145	6	6	1	-5	3	4	7	3	6,4	13,4
Emplois aidés dans le secteur non marchand	244	-13	-45	0	-5	10	-11	30	30	-25,6	32,1
dont : CES et CEC	0	-1	0	0	0	0	0	0	0		
Contrats Emploi Jeunes.....	2	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1		
Contrats d'Avenir	68	2	-24	15	-4	3	-19	8	-2		
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi.....	174	-13	-20	-14	-1	7	9	23	33		
Formation des demandeurs d'emplois.....	235	1	2	2	-1	0	0	3	-3	1,7	0,1
Ensemble (3).....	1 482	-21	-49	-29	-44	-26	-35	24	49	-8,8	0,8

(1) Y compris insertion par l'économique et aide à la création d'emplois et d'activité – (2) Les chiffres de l'apprentissage pour les entrées désignent les contrats reçus par les DDTEFP après enregistrement des Chambres Consulaires ; les stocks sont estimés. – (3) Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou reconduction des contrats existants ; les stocks sont estimés

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

(*) : Glissement annuel au 4^e trimestre de l'année

Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a continué sa progression au 4^e trimestre

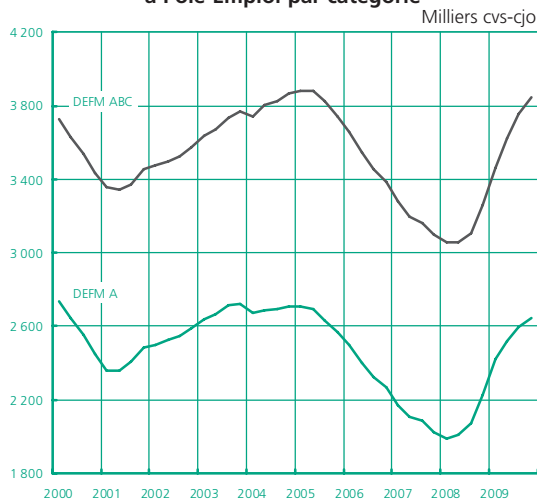
Au 4^e trimestre 2009, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés ou de stages de formation a augmenté pour le 2^e trimestre consécutif : +49 000 après +24 000 au 3^e trimestre 2009 en données corrigées des variations saisonnières (tableau 3, encadré 1). Cette hausse est imputable aux deux secteurs, marchand et non marchand. Dans le secteur non marchand, le nombre de contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et de contrats d'avenir (CAV) signés est resté globalement stable mais très supérieur au nombre des sorties de ces contrats. Dans le secteur marchand, l'emploi aidé a augmenté pour la 1^{re} fois depuis plus de deux ans en raison du dynamisme des entrées en alternance et en contrat initiative emploi (CIE) ; les sorties de contrats « sou-

tien à l'emploi des jeunes en entreprises » (SEJE), dispositif abrogé au 1^{er} janvier 2008, ont continué de peser négativement sur le nombre de bénéficiaires mais moins fortement qu'au 3^e trimestre.

Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a augmenté au 4^e trimestre 2009 au même rythme que le trimestre précédent (+30 000) atteignant 244 000 en fin d'année. Le nombre de salariés en contrats d'avenir (CAV) a baissé au 4^e trimestre 2009 (-2 000). En effet, le rythme d'embauches en CAV a été nettement plus faible qu'au trimestre précédent (7 000 embauches par mois en moyenne au 4^e trimestre 2009 après 11 000 au 3^e trimestre 2009) tandis que celui des sorties est resté constant (8 000 sorties par mois en moyenne). Le nombre de salariés en CAE n'a cessé quant à lui d'augmenter depuis le 1^{er} trimestre 2009 : +33 000 au 4^e trimestre après +23 000 au

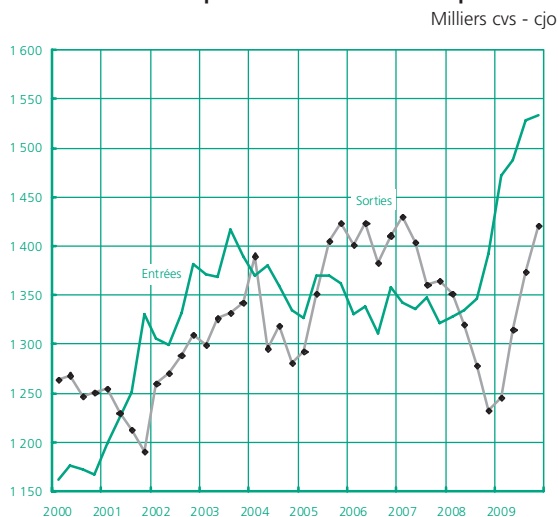
Source : Dares, ASP, Pôle Emploi, Ministère de l'Éducation, Ministère de l'Intérieur (emploi jeunes).

Graphique 9 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi par catégorie



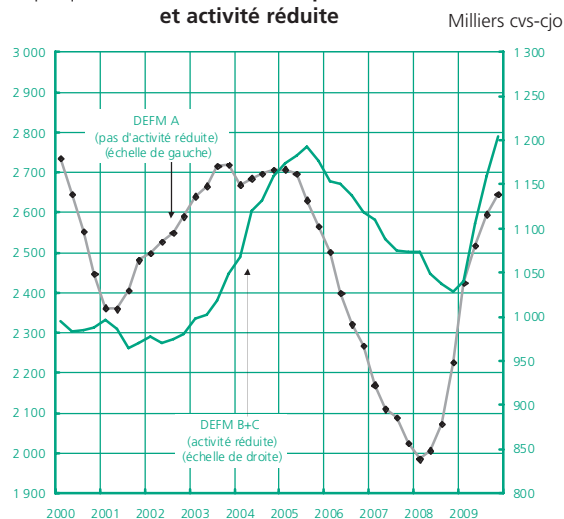
Champ : France métropolitaine.
Source : Dares, Pôle Emploi..

Graphique 10 • Entrées et sorties des demandeurs d'emploi des listes de Pôle Emploi



Champ : DEFM ABC ; France métropolitaine.
Sources : Dares, Pôle Emploi.

Graphique 11 • Demande d'emploi et activité réduite



Champ : France métropolitaine.
Source : Dares, Pôle Emploi.

3^e trimestre. Le rythme des entrées en CAE a encore accéléré par rapport au trimestre précédent (27 500 entrées par mois en moyenne au 4^e trimestre contre 24 500 au 3^e trimestre) tandis que le rythme des sorties est resté le même (17 000 sorties par mois en moyenne sur les deux trimestres). Le nombre de bénéficiaires des anciens Emplois Jeunes a reculé de -1 000 sur l'ensemble du trimestre, comme au 3^e trimestre 2009, sous l'effet des dernières sorties de ce dispositif.

Dans le secteur marchand, le nombre d'emplois aidés a rebondi au 4^e trimestre 2009 (+22 000), après près de deux ans de repli. Les dernières sorties de contrats Soutien à l'emploi des jeunes en entreprises (SEJE) ont conduit à une baisse du nombre de bénéficiaires de -10 000 sur le trimestre. En revanche, les entrées en apprentissage et en contrat de professionnalisation ont été dynamiques, au-delà du caractère traditionnellement saisonnier des contrats en alternance. Le nombre de contrats d'apprentissage signés au 4^e trimestre 2009 a été supérieur en données brutes à celui observé un an auparavant : 152 000 contre 147 000 au 4^e trimestre 2008. Le nombre d'apprentis a ainsi augmenté et s'est établi à 409 000 fin 2009 en données corrigées des variations saisonnières (423 000 en données brutes). Les entrées en contrats de professionnalisation réalisées au 4^e trimestre 2009 (68 000) ont été proches de celles enregistrées à la même période en 2008, alors que les trimestres précédents, elles avaient été nettement en retrait. Le nombre de bénéficiaires s'est stabilisé à 198 000 à la fin du 4^e trimestre en données corrigées des variations saisonnières (205 000 en données brutes). Le rythme d'embauches en CIE a encore augmenté au 4^e trimestre 2009 : +44 000 embauches après +27 000 au 3^e trimestre. Le nombre d'entrées étant bien supérieur à celui des sorties (5 000 par mois en moyenne au cours du trimestre), le nombre de bénéficiaires de CIE issus de la loi de cohésion sociale a augmenté au cours du 4^e trimestre (+27 000). Les sorties au titre de l'ancien CIE ont légèrement augmenté au 4^e trimestre (5 600 contre 5 100 précédemment). Au total, le nombre de bénéficiaires de CIE a augmenté de +27 000 par rapport au 3^e trimestre 2009 (5).

(5) - Depuis le 1^{er} janvier 2010, le contrat unique d'insertion s'est substitué aux 4 contrats aidés issus de la loi de cohésion sociale de 2005 ; décliné en CUI-CIE dans le secteur marchand et CUI-CAE dans le secteur non-marchand.

Nette hausse du taux de chômage au sens du BIT au 4^e trimestre 2009

D'après les données provisoires issues de l'enquête Emploi de l'Insee, le taux de chômage au sens du BIT au 4^e trimestre 2009 a augmenté de +0,5 point pour la France métropolitaine par rapport au trimestre précédent, poursuivant sa hausse entamée au 2^e trimestre 2008 (graphique 7). Il s'établit ainsi à 9,6 % de la population active. Pour l'ensemble France métropolitaine et DOM, le taux de chômage au sens du BIT s'établit

Tableau 4 • Taux de chômage au sens du BIT

Moyennes trimestrielles en % (données cvs)	2008				2009				2008T4	2009T4	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4(p)	T(T-4) en points de % *		
Hommes	6,7	6,8	6,9	7,4	8,3	8,9	8,8	9,6	0,3	2,2	
Moins de 25 ans	16,9	18,5	19,4	21,4	23,7	24,7	23,9	25,3	3,7	3,9	
25-49 ans.....	5,9	5,6	5,7	6,1	6,9	7,6	7,5	8,4	-0,2	2,3	
Plus de 50 ans.....	4,7	5,3	4,9	4,9	5,5	5,8	6,2	6,6	0,1	1,7	
Femmes	7,6	7,8	7,9	8,4	8,9	9,3	9,6	9,6	0,4	1,2	
Moins de 25 ans	18,5	18,8	18,8	19,7	20,9	22,3	23,5	22,3	0,7	2,6	
25-49 ans.....	7,3	7,4	7,5	8,0	8,5	8,7	8,9	9,0	0,4	1,0	
Plus de 50 ans.....	4,7	4,9	5,2	5,3	5,8	6,2	6,1	6,7	0,1	1,4	
Ensemble	7,2	7,3	7,4	7,8	8,6	9,1	9,1	9,6	0,3	1,8	
Moins de 25 ans	17,6	18,6	19,2	20,6	22,4	23,6	23,7	24,0	2,3	3,4	
25-49 ans.....	6,5	6,4	6,5	7,0	7,6	8,1	8,2	8,7	0,1	1,7	
Plus de 50 ans.....	4,7	5,1	5,0	5,1	5,6	6,0	6,2	6,7	0,1	1,6	
	Niveau 2009T4	Variation trimestrielle en milliers							Croissance T/(T4)		
Nombre de chômeurs BIT	2 727	-103	31	36	140	218	153	9	145	5,0	23,8

(p) : résultats provisoires.

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage.

Estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

(*) : Glissement annuel au 4ème trimestre de l'année.

Tableau 5 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi par catégorie et selon l'ancienneté sur les listes de Pôle Emploi

Données en fin de trimestre	2009	2008				2009				2008T4	2009T4
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T(T-4) en points de % *	
Milliers / cvs - cjo	Niveau	Variations trimestrielles en milliers								T(T-4) en points de % *	
Ensemble des DE	4 379	-36	-10	57	158	225	189	166	132	4,8	19,4
DE catégories ABC	3 849	-40	-2	53	147	208	159	133	94	5,1	18,2
DE catégorie A	2645	-40	22	65	155	196	93	79	49	10,0	18,7
DE exerçant une activité réduite :	1 204	0	-24	-12	-8	12	66	54	45	-4,2	17,1
dont : courte (DE catégorie B)	517	-3	5	4	6	13	14	16	7	2,9	10,6
longue (DE catégorie C)	687	2	-30	-17	-14	-1	52	37	38	-9,4	22,5
DE catégorie D.....	235	7	-7	4	11	14	18	9	8	8,8	26,3
DE catégorie E.....	294	-2	-2	-1	1	3	12	25	31	-1,4	31,5
Pour mémoire : DEFM 1 (**).	2 554	-29	34	68	156	189	96	80	53	12,1	19,6
Dispensés de recherche d'emploi indemnisés (***)	324	-6	-12	-4	-9	-10	-11	-2	-4	-8,1	-7,9
Demandeurs d'emploi de longue durée de catégories ABC (DELD)											
1 à 2 ans d'ancienneté.....	735	-5	-10	10	17	37	44	56	70	2,4	39,2
2 à 3 ans d'ancienneté.....	243	-12	-11	-4	2	9	11	14	16	-11,4	25,5
plus de 3 ans d'ancienneté.....	293	-5	-4	-4	0	5	4	3	9	-4,7	7,8
Ensemble des DELD	1 271	-23	-24	2	19	52	59	73	95	-2,6	28,0

Voir [7] pour la définition des catégories de DE et leur correspondance avec l'ancienne nomenclature (catégories 1 à 8).

Les données sont arrondies au millier. Champ : France métropolitaine.

(*) Glissement annuel au 4ème trimestre de l'année.

(**) Conformément au rapport du CNIS « Emploi, chômage et précarité » [8], l'analyse développée dans cette publication privilégie d'autres catégories de demandeurs d'emploi que l'ancienne catégorie 1.

(***) Données brutes.

Champ : France métropolitaine

à 10,0 % de la population active, en hausse de +0,5 point par rapport au trimestre précédent.

Depuis le début de la crise, la hausse du taux de chômage des hommes a été plus forte que celle des femmes (+2,9 points depuis le 1^{er} trimestre 2008 pour les hommes, contre +2,0 points pour les femmes). Le taux de chômage des hommes s'élève à 9,6 % de la population active au 4^e trimestre 2009, rattrapant le niveau de celui des femmes (graphique 8). Cette hausse a touché particulièrement les jeunes hommes de moins de 25 ans dont le taux de chômage a atteint 25,3 % (en hausse de +1,4 point ce trimestre et de +8,4 points depuis le 1^{er} trimestre 2008), le taux de chômage des jeunes femmes ayant beaucoup moins augmenté (22,3 % au 4^e trimestre 2009,

en hausse de +3,8 points depuis le 1^{er} trimestre 2008) (tableau 4).

En moyenne sur le 4^e trimestre 2009, 1,4 million de personnes étaient en situation de sous-emploi (6), soit 5,5 % des personnes ayant un emploi, comme au 3^e trimestre. La stabilité du sous-emploi total ce trimestre est principalement due à celle du chômage technique ou partiel, qui concerne 144 000 personnes en moyenne au 4^e trimestre 2009 (0,6 % du nombre de personnes en emploi) [7].

Source : Insee, enquête Emploi.

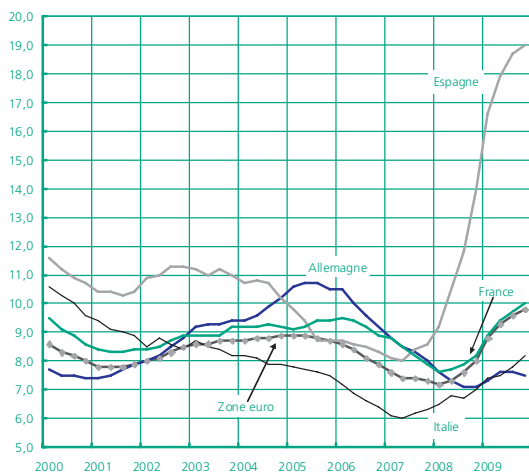
Sources : Dares, Pôle Emploi, Unédic.

(6) - À compter du premier trimestre 2008, le sous-emploi recouvre les personnes qui ont un emploi à temps partiel, qui souhaitent travailler plus d'heures sur une semaine donnée, et qui sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent un emploi ou non. Sont également incluses dans le sous-emploi les autres personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude (chômage technique ou partiel).

(7) - La réactualisation par la Dares, comme chaque année, des coefficients de correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables a entraîné des modifications sur l'ensemble des séries de demandeurs d'emploi. Les données cvs du 3^e trimestre en particulier ont été revues à la hausse tandis que celles des 1^{er} et 2^e trimestre l'ont été à la baisse.

Tableau 12 • Taux de chômage en zone euro

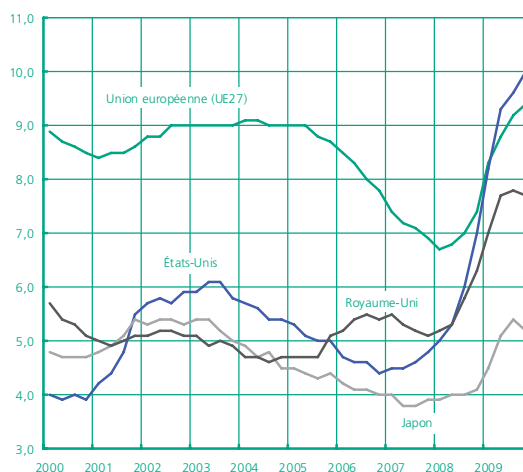
En %, en fin de trimestre



Source : Eurostat : Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans. Pour la France, comprend France métropolitaine et DOM.

Graphique 13 • Taux de chômage dans le monde

En %, en fin de trimestre



Source : Eurostat. Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.

Au 4^e trimestre 2009, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi a encore ralenti

A la fin du 4^e trimestre 2009, 4 379 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D et E), soit une hausse de +132 000 par rapport à la fin du 3^e trimestre (tableau 5 et [5]) (7)

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B et C, graphique 9) s'est poursuivie au 4^e trimestre 2009 (+94 000), mais à un rythme à nouveau nettement plus faible qu'au trimestre précédent (+133 000). La hausse du nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité réduite au cours du mois (catégorie A) s'est également atténuée : +49 000 au 4^e trimestre 2009 après +79 000 au trimestre précédent. Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) a lui aussi ralenti : +45 000 inscrits ce trimestre, après +54 000 au 3^e trimestre. Ces chiffres portent la hausse du nombre des demandeurs d'emploi sur l'ensemble de l'année 2009 à +417 500 (+18,7%) pour la catégorie A (après +202 200 en 2008, soit +10,0 %) et à +593 400 (+18,2%) pour les catégories A,B,C (après +157 100 en 2008, soit +5,1 %).

Après avoir constamment diminué à partir de la fin de l'année 2005, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C inscrits depuis plus d'un an est en hausse depuis la mi-2008. Cette hausse s'est à nouveau accrue au 4^e trimestre 2009 : +95 000 demandeurs d'emploi de longue durée sur les listes de Pôle emploi après +73 000 au trimestre précédent.

Le ralentissement du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C en France métropolitaine au 4^e trimestre 2009 est dû à la pour-

suite du net redressement des sorties (8) des listes de Pôle emploi (+47 000 au 4^e trimestre) alors que les entrées sur listes ont légèrement augmenté (+6 000), les premières restent cependant inférieures aux secondes (graphique 10). Les sorties pour « reprises d'emploi déclarées » et pour « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation » ont poursuivi leur hausse (respectivement de +19 000 et de +20 000), tandis que les sorties pour « radiation administrative » ont légèrement diminué (-2 500 au cours du 4^e trimestre). La hausse légère des entrées, quant à elle, s'est expliquée pour une large part par la hausse des entrées pour ruptures conventionnelles de CDI, fins d'activité non salariées ou motifs non renseignés (+61 000) et par l'augmentation nettement moins marquée des « premières entrées sur le marché du travail » (+3 500) et des entrées pour « reprise d'activité » (+1 000). Cependant, ces hausses ont été compensées par la baisse marquée des entrées pour « fin de CDD » (-28 000) et dans une moindre mesure par la poursuite de la diminution des entrées suite à une « fin de mission d'intérim » (-12 000), suite à un « licenciement économique » (-6 000) et pour « autres licenciements » (-11 000).

Au 4^e trimestre, les écarts de conjoncture entre les principaux pays de la zone euro se sont accentués

Au 4^e trimestre 2009 l'activité dans la zone euro a ralenti de façon marquée, stagnant, après une hausse de +0,4 % au trimestre précédent, d'après les estimations d'Eurostat [9]. Le ralentissement s'est principalement expliqué par la faiblesse de la demande interne dans les principaux pays, à l'exception notable de la France.

Ainsi, l'activité a été soutenue par la progression du PIB en France (+0,6% en glissement trimes-

(8) - Les flux d'entrée et de sortie sont analysés sur l'ensemble des catégories A, B et C. Sur ce champ, la variation du nombre de demandeurs d'emploi est égale au solde des entrées et des sorties plus un résidu qui provient essentiellement d'un décalage d'enregistrement de certains flux dans les remontées statistiques mensuelles et de l'enregistrement particulier des demandeurs d'emploi changeant d'unité locale de Pôle emploi peu après leur inscription

triel), mais a été pénalisée par la stagnation de l'activité en Allemagne ainsi que par la contraction enregistrée en Espagne et en Italie (respectivement -0,1 % et -0,3 % en glissement trimestriel). Ces chiffres portent le recul de l'activité à -4,0 % en moyenne annuelle pour la zone euro, avec des disparités très fortes entre les principaux pays de la zone: -5,1 % en Italie, -4,9 % en Allemagne, -3,6 % en Espagne et -2,2 % en France.

Du côté du marché du travail, les estimations d'Eurostat suggèrent que le taux de chômage dans la zone euro s'est élevé à 9,8 % de la population active au 4^e trimestre 2009, en hausse de +0,2 point par rapport au trimestre précédent. Cette évolution reflète une légère baisse du chômage en Allemagne, une poursuite graduelle en France et en Italie, et une certaine stabilisation aussi en Espagne après l'envolée de la période récente.

Aux Etats-Unis, l'activité a accéléré de façon très marquée ce trimestre, la croissance s'élevant à

+1,4 % en rythme trimestriel, après +0,6 % au trimestre précédent. Ces chiffres résultent d'une nette décélération du mouvement de déstockage, d'un redressement de l'investissement des entreprises et d'une assez bonne tenue de la consommation des ménages après l'extinction du dispositif de « prime à la casse ». De son côté, le taux de chômage a continué sa progression, pour atteindre 10,0 %, contre 9,6 % en moyenne au 3^e trimestre, et dépasser le niveau de chômage dans la zone euro.

Enfin au Japon, l'activité a fortement progressé au 4^e trimestre (+0,9 %), après le léger recul enregistré au 3^e trimestre 2009 (-0,1 %). L'accélération de l'activité tient en grande partie à la vigueur de la consommation des ménages et au rebond des exportations nippones. Le taux de chômage japonais a reculé à 5,2 % de la population active au 4^e trimestre, en baisse de -0,2 point par rapport au trimestre précédent.

Dares.

*Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Claire Goarant et Béatrice Le-Rhun et composée de : Jérôme Domens, Yves Dubois, Nathalie Dubreu, Julien Loquet et Xavier Viney.

Pour en savoir plus

- [1] Insee [2010], « Fin 2009, le PIB accélère (+0,6% après +0,2%) et le pouvoir d'achat des ménages ralentit (+0,2% après +0,5%) », *Informations Rapides* n°85, mars.
- [2] Dares (Domens, J., Loquet J.) [2010] « L'emploi salarié au 4^e trimestre 2009 », *Premières Informations*, n°012, mars.
- [3] Dares (Domens, J.) [2010] « L'emploi intérimaire au quatrième trimestre 2009 : l'intérim poursuit sa remontée », *Dares indicateur*, n° 017, mars.
- [4] Dares (Dubreu, N.) [2010] « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au 4^e trimestre 2009 - Résultats définitifs » *Premières Informations*, n°013, mars.
- [5] Dares [2010] « Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par pôle emploi en janvier 2010 », *Premières Informations*, n°009, février.
- [6] Cnis [2008], « Emploi, chômage et précarité – Mieux mesurer pour mieux débattre et mieux agir », *Rapport du groupe de travail sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi* présidé par J.-B. de Foucauld.
- [7] Insee [2009], « Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) et indicateurs sur le marché du travail - Résultats de l'enquête Emploi au quatrième 2009 », *Informations Rapides* n°65, mars 2010.
- [8] Eurostat [2009] « décembre 2009 : Le taux de chômage en hausse à 10,0% dans la zone euro ; en hausse à 9,6% dans l'UE27 », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n°16/2010, janvier.
- [9] Eurostat [2009] « Deuxièmes estimations pour le quatrième trimestre 2009 - Le PIB de la zone euro stable et celui de l'UE27 en hausse de 0,1% », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n°48/2010, avril.
- [10] Dares (Fendrich Y, Le Rhun B.) [2010] « Les contrats d'aide à l'emploi en 2008 : baisse importante des entrées », *Premières Synthèses*, n°2010-016, mars.

LES CONTRATS AIDÉS : UN OUTIL PARTICULIÈREMENT MOBILISÉ PENDANT LES PHASES DE CONJONCTURE DIFFICILE

La loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005 a notamment modifié les contrats aidés préexistants en introduisant deux contrats dédiés aux allocataires de minima sociaux et en renforçant le volet accompagnement et formation de l'ensemble des contrats aidés. Quatre contrats aidés sont ainsi issus de la loi de cohésion sociale : dans le secteur non marchand, le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et le contrat d'avenir (CAV), réservé aux allocataires de minima sociaux, et dans le secteur marchand, le contrat initiative emploi (CIE) et le contrat d'insertion revenu minimum d'activité (CI-RMA), lui aussi réservé aux allocataires de minima sociaux. La mise en œuvre de tels contrats vise à favoriser l'accès à l'emploi et l'insertion sociale des publics les plus éloignés du marché du travail. Les employeurs recrutant des salariés sous un de ces contrats perçoivent une aide financière de l'Etat ou du Conseil Général lorsque le salarié embauché touche le RMI ou le RSA. La loi du 1er décembre 2008 généralisant le RSA et réformant les politiques d'insertion a supprimé le CAV et le CI-RMA et a modifié les CAE et CIE en créant un nouveau contrat aidé mis en place au 1er janvier 2010, le Contrat Unique d'Insertion (CUI). Cet encadré analyse l'évolution récente du nombre de contrats aidés issus de la loi de cohésion sociale, au regard des fluctuations de la conjoncture économique.

En France métropolitaine, les quatre contrats issus de la loi de cohésion sociale ont été en vigueur entre avril 2005 et décembre 2009. Sur l'ensemble de cette période, plus des deux tiers des embauches sous ces contrats ont eu lieu dans le secteur non marchand. Trois grandes phases se sont succédées dans l'évolution des embauches (1) :

- Les années 2005 et 2006 ont correspondu à la période de montée en charge des dispositifs. Le nombre d'entrées dans les quatre contrats aidés a été multiplié par cinq au cours de l'année 2005, passant de 25 000 au 2^e trimestre à 138 000 au 4^e trimestre. Les embauches en contrats aidés réservés aux allocataires de minima sociaux n'ont achevé leur montée en charge qu'en 2006.

- Entre début 2007 et mi-2008, dans un contexte conjoncturel favorable au cours duquel le taux de chômage au sens du BIT a reculé de 1,2 point (graphique A), les entrées globales ont eu tendance à baisser : 428 000 embauches pour l'ensemble des quatre contrats aidés ont été réalisées en 2007 et 158 000 au 1^{er} semestre 2008 après 453 000 pour l'ensemble de l'année 2006. En 2007, ce repli a touché essentiellement le secteur marchand : les entrées dans le secteur non marchand sont restées stables (361 000) tandis que celles du secteur marchand ont été réduites (-35 000). A partir de la fin 2007, la baisse des entrées s'est étendue au secteur non marchand.

- Enfin, à partir du 3^e trimestre 2008 une troisième phase a débuté. L'économie française est entrée en récession, le taux de chômage est reparti à la hausse dès le 2^e trimestre 2008. La dégradation de la situation sur le marché du travail a alors conduit le gouvernement à accroître l'enveloppe budgétaire en vue de financer 50 000 contrats supplémentaires sur le second semestre 2008 dans le secteur non marchand, en plus des 230 000 prévus dans la loi de finances initiale. Les entrées en contrats aidés ont donc été plus dynamiques [11]. Les entrées en CAE ont accéléré dès le 3^e trimestre 2008 (2). Dans le secteur marchand, les entrées de 2008 ont été moins importantes qu'attendues (3), malgré un certain rebond au cours du 2nd semestre. En 2009, la loi de finances initiale a alloué une enveloppe plus importante encore dans le secteur non marchand (compatibles avec 335 000 entrées en France métropolitaine), puis 50 000 CIE supplémentaires pour les jeunes et 30 000 CAE « passerelle » ont été annoncés dans le cadre du plan d'urgence pour l'emploi des jeunes du 24 avril 2009. Au final en 2009, 357 000 embauches en CAE et CAV, et 100 000 en CIE ont été réalisées en France métropolitaine, les embauches augmentant tout au long de l'année. Fin 2009, le nombre de salariés en contrats aidés (CAE, CAV, CIE, CI-RMA) s'élevait ainsi à 331 000 (4).

En période de basse conjoncture les contrats aidés du secteur non marchand sont généralement davantage mobilisés que ceux du secteur marchand. En effet, les employeurs du secteur non marchand ont une capacité de financement et une propension à embaucher moins sensibles à la conjoncture. De plus, ces contrats aidés ont un effet à très court terme sur l'emploi plus élevé car les effets d'aubaine et de substitution c'est-à-dire le fait qu'une partie des embauches en contrats aidés aurait eu lieu même en l'absence d'aide pour les mêmes personnes ou des personnes de profil différent, sont jugés plus forts dans le secteur marchand que dans le secteur non marchand. On estime ainsi qu'il faut une variation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés cinq fois plus grande dans le secteur marchand que dans le secteur non marchand pour exercer le même impact sur l'emploi.

Au total, on estime que la baisse du nombre de contrats aidés en 2008 a contribué à rehausser le nombre de chômeurs d'environ 37 000 demandeurs d'emploi sur l'année tandis que la hausse du nombre de contrats aidés en 2009 a contribué à réduire celui-ci d'environ -42 000, après prise en compte des effets d'aubaine et de substitution associés aux différents contrats et après prise en compte des effets d'appel ou de découragement induits sur la population active.

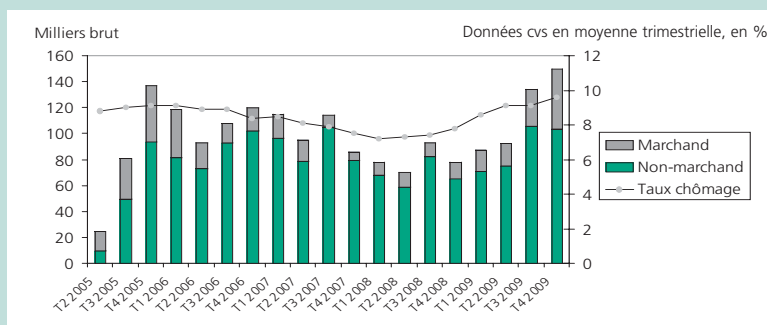
(1) - Les embauches comprennent les entrées initiales et les reconductions de contrats.

(2) - Sur les années récentes, les entrées au cours du troisième trimestre sont traditionnellement plus élevées en raison des nombreuses reconductions de CAV dans l'Education Nationale.

(3) - L'enveloppe initiale dans le secteur marchand s'élevait à 75 000 CIE, plus élevée que les années précédentes afin de tenir compte de l'abrogation du Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise (SEJE) et de son effet de report prévu sur le CIE.

(4) - Si l'on prend en compte l'ensemble des dispositifs spécifiques de politique d'emploi, le nombre de bénéficiaires atteint près d'1,5 million de personnes (tableau 3).

Graphique A • Evolution des entrées en contrats aidés (CAE, CAV, CIE et CI-RMA) et du taux de chômage



Les entrées en contrat aidé sont des données brutes et comprennent les entrées initiales et les reconductions de contrats. Le taux de chômage au sens du BIT est corrigé des variations saisonnières.

Taux de chômage sur l'échelle de droite et nombre d'embauches en contrat aidé sur l'échelle de gauche.

Lecture : Au 1^{er} trimestre 2009, 71 000 embauches ont eu lieu dans le secteur non marchand (CAE ou CAV) et 19 000 dans le secteur marchand (CIE ou CI-RMA) ; le taux de chômage au sens du BIT atteint 8,6% de la population active.

Champ : France métropolitaine.

Sources : ASP, DREES, INSEE